



© shutterstock

| Le 31 mai 2018, Donald Trump impose des droits de douane sur l'acier à de proches alliés des États-Unis comme le Canada.

M. TRUMP A (QUELQUES) PRÉOCCUPATIONS LÉGITIMES VIS-À-VIS DU COMMERCE, MAIS SA STRATÉGIE EST CONTRE-PRODUCTIVE

par Todd N. Tucker

Au milieu de l'année 2016, un fait sans précédent s'est produit sur la scène politique américaine. Les trois principaux candidats à la présidence (Hillary Clinton, Donald Trump et, jusqu'à son abandon en juillet, Bernie Sanders) critiquent les politiques commerciales « néolibérales » qui classent les profits des rentes au-dessus des emplois et de l'économie réelle. Point de vue de Todd N. Tucker, politologue.

Leurs priorités étaient différentes, mais tous les trois avaient promis des ruptures avec le passé immédiat, notamment leur opposition commune à l'accord de partenariat transpacifique (en français TPP et en anglais TTIP) entre 12 pays négocié par Obama. Ces

positions sont apparues alors qu'un nombre croissant de recherches universitaires montraient comment les politiques commerciales avaient laissé de nombreuses régions américaines à la traîne.

Trump a peut-être réussi à rallumer l'appétit des démocrates pour l'internationalisme

@toddtucker



Arriva le 23 janvier 2017. La victoire de Donald Trump a choqué l'establishment politique et l'un des premiers actes de son mandat fut de signer l'acte de retrait des États-Unis des négociations du partenariat transatlantique. Pourtant, malgré de nombreux débats déchirants sur la rhétorique du président, sa véritable politique était tout aussi, si ce n'est plus, conventionnelle que ce que la présidence de M. Sanders ou de Mme Clinton aurait pu proposer. En plus de son opposition au TPP, Hillary Clinton appelait depuis longtemps à une réforme du contrôle américain des investissements directs étrangers, à une utilisation plus musclée des pénalités prévues par la Section 301 vis-à-vis de pays comme la Chine qui n'arrive pas à protéger la propriété intellectuelle, à plus de droits de douane à des fins d'exécution et à des examens tous les cinq ans des accords commerciaux comme l'Accord de libre échange Nord-Américain (ALENA). Il se peut même qu'elle aurait pu allée plus loin encore que M. Trump (qui n'a rien fait) sur l'élaboration de règles visant à arrêter les politiques monétaires comme celles utilisées par la Chine, par le passé.

Toutefois, il y a des manières nettement trumpistes de mener la politique commerciale. Le 31 mai 2018, il a imposé des droits de douane sur l'acier à de proches alliés des États-Unis comme le Canada, qui étaient exonérés de ce genre de mesures sous la présidence de George W. Bush et de Barack Obama. D'un côté, cela renforce la défense économique et juridique des mesures. En vertu du droit commercial américain et international, il vaut mieux travailler pour l'accomplissement le plus complet des objectifs de sécurité économique, plutôt que de traiter les alliés mieux que les ennemis d'une façon qui soulève des préoccupations au sujet de la discrimination ou de l'arbitraire. De l'autre côté, le mouvement se dirige vers une affreuse géopolitique - comme l'administration l'a découvert lors des réunions du G-7 au Canada. Cette escalade rendra presque impossible pour les voisins américains toute adhésion aux demandes de M.

“
De plus en plus de recherches en sciences politiques montrent un chevauchement important entre les électeurs inquiets de la perte d'une majorité de l'Amérique blanche et ceux qui craignent la perte de la domination américaine sur les autres pays.
 ”

Trump sur les pourparlers de l'Accord de libre-échange nord-américain 2. o.

Donald Trump cherche aussi activement à marginaliser les autres pouvoirs du gouvernement. Ses tarifs douaniers sur l'acier ont été imposés à l'aide de la Section 232 de la loi américaine sur le commerce, qui laisse peu de place aux contre-pouvoirs exercés par les tribunaux et le Congrès. Il a également proposé de contourner le Congrès sur l'ALENA NAFTA, et a menacé de réduire les investissements chinois au cours d'une semaine où le Congrès tentait de parvenir à un cadre bipartisan plus durable. En mettant à dos ses pouvoirs d'égale importance, M. Trump prend le risque qu'ils mettent un terme à son pouvoir discrétionnaire sur le commerce.

Même si c'est imprudent en matière de politique, les bouffonneries conflictuelles de Donald Trump sont politiquement fructueuses chez les Républicains. De plus en plus de recherches en sciences politiques montrent un chevauchement important entre les électeurs inquiets de la perte d'une

majorité de l'Amérique blanche et ceux qui craignent la perte de la domination américaine sur les autres pays. Alors qu'il existe des raisons méthodologiques de douter de la solidité descriptive de ces conclusions sur le monde avant 2017, celles-ci deviennent rapidement une prophétie auto-réalisatrice car les Républicains se rallient au point de vue du chef de leur parti - même s'il est prouvé que les droits de douane de M. Trump ont déjà nui économiquement à leurs intérêts.

À moyen terme, Donald Trump a peut-être réussi à rallumer l'appétit des démocrates pour l'internationalisme - quelque chose qui paraissait improbable en 2016. En effet, parmi les personnes qui mènent la charge contre les droits de douane de Trump, il y a le socialiste démocrate Bernie Sanders qui, il y a seulement deux ans, était parodié par des comédiens pour ses étroites similitudes avec Trump en ce qui concerne le commerce. Par ailleurs, d'importants colloques ont été consacrés à revitaliser l'engagement progressif sur les droits du travail et un éventail plus large de questions économiques que le commerce. Cette conséquence positive, toutefois indirecte, sera celle qui sera ressentie après ce sombre chapitre de l'histoire des États-Unis.



> AUTEUR

Todd N. Tucker est politologue et membre de l'Institut Franklin et Eleanor Roosevelt. Il est l'auteur de *Judge Knot*, un ouvrage sur les systèmes juridiques sous le néolibéralisme.